

## Les syndicats de fonctionnaires veulent discuter salaires au plus vite

**Dans un courrier daté du 15 décembre, 8 syndicats de fonctionnaires demandent au gouvernement d'avancer la date du prochain rendez-vous salarial au printemps prochain, sans attendre, comme initialement prévu par l'exécutif, octobre 2018. Non signataire du courrier, Force ouvrière estime la démarche insuffisante.**

Le rapport de force se poursuit entre l'exécutif et les organisations syndicales du secteur public. Dans une lettre adressée vendredi 15 décembre au ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin et à son secrétaire d'État, Olivier Dussopt, 8 syndicats de fonctionnaires demandent au gouvernement d'avancer au printemps 2018 le prochain rendez-vous salarial. Le principe de ce rendez-vous avait été institué par l'équipe Hollande en 2015 dans le cadre du protocole sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR).

*“Les agents ne sauraient attendre octobre 2018 [la date programmée par l'exécutif, ndlr] pour que s'ouvrent de nouvelles perspectives, estiment les organisations syndicales (CGT, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, FA-FP). L'ouverture rapide de discussions est en effet indispensable pour pouvoir rediscuter d'une augmentation réelle et significative des salaires.”* Seule Force ouvrière n'est pas signataire du courrier en question [\[cliquez ici pour le consulter\]](#).

Ce rendez-vous *“doit permettre réelles négociations”*, juge l'Unsa Fonction publique, pour qui celles-ci seront *“d'autant plus complexes lorsque le débat budgétaire sera engagé à l'automne prochain”*.

### Réponses insatisfaisantes du gouvernement

Dans leur courrier, les organisations syndicales estiment également que les réponses du gouvernement *“n'ont pas été à la hauteur des attentes des agents publics”* exprimées lors de la journée de mobilisation unitaire du 10 octobre dernier. À cette occasion, le taux de participation avait avoisiné les 14 % dans la fonction publique d'État, 9,5 % dans la territoriale et 10,4 % dans l'hospitalière et 209 000 personnes avaient battu le pavé, selon le ministère de l'Intérieur (400 000 selon la CGT) [\[cliquez ici pour consulter notre article sur le sujet\]](#).

En ligne de mire des représentants du personnel notamment, le gel de la valeur du point d'indice annoncé pour 2018, le rétablissement du jour de carence acté par le projet de loi de finances pour 2018, le report d'une année des mesures du protocole sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR) ou encore le mécanisme de compensation de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG), jugée insuffisante par les représentants du personnel. Pour rappel, ces deux dernières mesures avaient été actées lors du Conseil commun de la fonction publique du 8 novembre dernier, malgré l'avis défavorable de l'ensemble des organisations syndicales du secteur public [\[cliquez ici pour consulter notre article “PPCR et CSG : les syndicats dénoncent le passage en force du gouvernement”\]](#).

### Vers une nouvelle mobilisation ?

*“Nous n'avons pas signé la lettre intersyndicale puisque qu'on ne peut s'associer à une simple revendication d'avancer le rendez-vous salarial”*, précise pour sa part Christian Grolier, secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires de Force ouvrière. Il déplore notamment que l'opposition syndicale aux suppressions de postes dans le secteur public ne soit pas mentionnée dans le courrier à Gérald Darmanin et Olivier Dussopt. *“C'est comme si le 10 octobre était passé et que nos revendications étaient tombées aux oubliettes”*, ajoute-il, tout en maintenant qu'il *“faut continuer de construire la mobilisation à tous les niveaux dans l'unité la plus large possible”*.

Autant de positions qui irritent au sein du milieu syndicaliste. *“La position de Force ouvrière est un peu alambiquée”*, juge ainsi l'un des leaders syndicaux, qui regrette aussi l'absence de ce syndicat à la table des deux dernières intersyndicales. Selon cette source, cette politique de la chaise vide

serait la conséquence de tensions entre les centrales FO et CFDT. Des tensions nées lors des prises de position puis des négociations autour de la loi "Travail" à l'automne.

Denis Turbet-Delof, de Solidaires Fonction publique, espère quant à lui qu'une mobilisation syndicale puisse voir le jour "*à la fin du premier trimestre 2018*", soit en amont du rendez-vous salarial, dans l'hypothèse où celui-ci serait avancé par l'exécutif. "*On ne peut pas faire quelque chose de moins bien que le 10 octobre*", estime-t-il. Une question qui sera certainement évoquée lors de la réunion intersyndicale prévue mardi 19 décembre à la suite de l'assemblée plénière du Conseil commun de la fonction publique, la première présidée par le secrétaire d'État Olivier Dussopt.